

**L'INSTITUT DU MONDE ARABE :
PASSERELLE
ENTRE LES CULTURES MÉDITERRANÉENNES**

Monseigneur,

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier de Votre accueil en Principauté. Madame Bréaud, mes félicitations pour tout ce que vous faites depuis des années pour organiser ces *Rencontres* qui me donnent l'occasion de retrouver beaucoup de visages amis, d'entendre comme ce matin, des interventions très denses, très riches. Ces *Rencontres* vont également me donner l'occasion de vous parler de l'Institut du Monde Arabe et, bien entendu, de la situation telle qu'elle évolue en ce moment dans les pays du monde arabe.

Merci, Madame Bréaud, de m'avoir invité à un colloque placé sous le signe du Liban, c'est un peu ma deuxième patrie. Je ne suis pas totalement libanais, comme beaucoup le sont ici, mais c'est par le Liban que je suis entré dans le monde arabe et que j'ai appris à le découvrir. C'est grâce au Liban auquel je suis profondément attaché que j'ai pris conscience de mon appartenance méditerranéenne.

Je suis également très attaché à l'Institut du Monde Arabe que je préside depuis maintenant quatre ans et qui, vous le savez, est un outil de dialogue inter-culturel entre le monde arabe et la France, et plus largement l'Europe.

C'est un outil, forgé à la fin des années 80, à la suite d'une décennie qui avait été marquée par l'augmentation des cours du pétrole, par les attentats terroristes à Munich. L'idée de l'Institut et de ceux qui l'ont voulu, c'était d'offrir aux Français et aux Européens, une autre image du monde arabe, et de veiller à ce qu'elle ne soit pas réduite à des caricatures ou à des préjugés.

L'IMA a ouvert ses portes il y a plus de vingt ans, il accueille chaque année environ un million de visiteurs, ce qui, depuis la création de cette maison, représente plus de 20 millions de personnes, venues pour mieux comprendre la richesse des cultures des pays arabes et la richesse de la civilisation arabo-musulmane.

Évidemment, l'Institut du Monde Arabe est profondément concerné par ce qui se passe dans les pays qui en sont les pays membres, les pays fondateurs de l'IMA. On observe dans ces pays, après quarante ans de glaciation politique, une ébullition générale.

Mounir Bouchenaki tout à l'heure a employé à juste titre, et ce n'est pas un homme qui fait de l'inflation verbale, le terme « d'historique » pour qualifier ce que nous vivons en ce moment. Nous en sommes tous conscients car nous sommes par la mondialisation les voisins du monde arabe, nous habitons le même quartier. Nous voyons se dérouler des événements considérables que certains ont comparés par exemple à la chute du Mur et à l'effondrement du système soviétique à la fin des années 80. La comparaison est à certains égards pertinente, on pressent bien que l'année 2011 restera dans les annales de l'histoire du monde, comme l'année 1989.

Néanmoins la comparaison a ses limites. Avec la chute du Mur, l'effondrement de l'Union soviétique, on a assisté à la fin d'un empire. Un empire avec sa capitale, ses pays annexés, avec ses pays satellisés, et son système impérial qui était le système du parti communiste. Quand le système s'est affaîssi, il s'est écroulé, de toutes parts, sur lui-même.

Dans les événements en cours, on constate des différences importantes. On n'est pas en présence d'un système impérial avec une capitale, mais au contraire devant une très grande diversité de pays et d'horizons géographiques : celui de la Mauritanie n'est pas le même que celui du Koweït. On a des modes d'organisation politique différents, soit des monarchies, soit des républiques, qui, mis à part le Liban et aujourd'hui l'Irak, sont généralement des républiques autoritaires devenues dynastiques.

Nous sommes donc en présence d'une diversité de systèmes, de situations qui évoluent en permanence. Pour ma part, je voudrais simplement essayer de tracer quelques traits que j'ai observés et qui me sont apparus comme caractéristiques lors de déplacements récents dans ces pays, en qualité de président de l'Institut du Monde Arabe ou de parlementaire européen. À Bruxelles et à Strasbourg, nous recevons évidemment en ce moment beaucoup de délégations qui viennent du monde arabe, pour s'exprimer soit au nom du pouvoir en place, soit au nom de ceux qui sont en révolte contre ce pouvoir.

Compte tenu de cette grande diversité d'opinions, il est difficile de dégager des lignes de force. Néanmoins, l'ensemble du monde arabe, malgré sa diversité géographique, est intégralement concerné. L'écho de ce qui se passe retentit partout. Les événements ont commencé au Maghreb en Tunisie, mais en même temps en Égypte au Machrek. Des manifestations ont eu lieu en Jordanie. Puis dans les

pays du Golfe et dans la Péninsule avec des événements très graves au Yémen, à Bahreïn, et des troubles au sultanat d'Oman. Ainsi l'effet de souffle et ses conséquences se font sentir dans toutes les régions du monde arabe, même si les événements ne se déroulent pas partout selon le même scénario.

Tout d'abord, on voit que les schémas politiques immuables sont partout remis en cause. Je parlais tout à l'heure des républiques autoritaires et dynastiques. Quel était l'avenir de la Tunisie, au mois de novembre dernier, ou de l'Égypte ou du Yémen ? C'était que quelqu'un de la famille Ben Ali succède au président Ben Ali, que l'un des fils de Moubarak succède sans doute à Mohammed Moubarak, que le fils du président yéménite Saleh succède à son père.

Or cela ne se produira pas. Il était écrit également que l'un des fils de Khadafi succéderait à son père mais je pense que ça ne se passera pas comme ça. On assiste donc à un bouleversement sur des républiques autoritaires et dynastiques, et à des changements qui s'amorcent également dans les régimes monarchiques. Le Maroc a ouvert la voie avec un important discours du souverain introduisant des réformes considérables qui orientent la forme de pouvoir vers une monarchie où le roi règne mais ne gouverne pas. Que se passera-t-il dans les autres monarchies du monde arabe, en particulier celles du Golfe ? On le verra dans les semaines et dans les mois qui viennent.

On voit aussi, partout, les régimes lâcher du lest en essayant de repousser l'échéance de la révolte ; lâcher du lest sur le plan politique, je l'ai dit, et sur le plan social également. Avec les mesures qui ont été prises un peu partout pour essayer de lutter contre les prix de certaines denrées de base, pour essayer de donner le sentiment d'une meilleure distribution, d'un meilleur partage des richesses, qui un peu partout ont été confisquées.

Ce que l'on observe partout, c'est que, dans chaque pays, les failles, les fragilités, les vulnérabilités deviennent en fait des ruptures, des fractures ouvertes. Ce ne sont pas partout les mêmes failles ou les mêmes fractures. En Tunisie, cette fracture s'est créée entre la situation sociale de ceux qui vivaient à l'intérieur du pays et la situation sociale de ceux qui vivaient sur le littoral plus développé, et où les emplois étaient plus nombreux. En Tunisie et en Égypte, on a vu la fracture entre ces diplômés chômeurs, dont parlait Ghassan Salamé : ils étaient contraints de faire un travail qui ne correspondait pas du tout à leur formation, pour laquelle leurs parents avaient consenti de lourds sacrifices, et ils ne supportaient plus de voir une oligarchie d'accapareurs puiser, de manière indécente, dans la richesse nationale. Faille, qui devient une fracture en Libye, entre la Tripolitaine et la Cyrénaïque. Faille au Bahreïn entre une majorité chiite, de plus de

60 % de la population. et une minorité sunnite qui exerce la totalité du pouvoir. Et on voit que c'est toujours autour de ces failles que se crée la fracture qui engendre et précipite le processus.

Un élément qui me paraît également important et commun à l'ensemble des pays du monde, c'est l'irruption de la société de communication dans un univers où les moyens de communication étaient totalement sous contrôle. Alors je ne contredis pas complètement ce que disait Ghassan Salamé tout à l'heure, et à juste titre : on a tort d'imaginer que c'est à cause de Facebook et de Twitter qu'il y a eu la révolution, il y a eu d'autres révolutions dans l'histoire du monde alors que l'on n'avait ni Facebook ni Twitter, c'est vrai.

Mais il est vrai aussi que, dans des pays où le contrôle des media, le contrôle de l'information, le contrôle exercé également, quand il y en avait, sur les mouvements d'opposition qui avaient du mal à se réunir et ne pouvaient communiquer, s'est établie une espèce de gigantesque ligne Maginot qui a été contournée par l'armée des citoyens. En particulier par les jeunes citoyens, ceux qui avaient pris pied dans la mondialisation et maîtrisaient les outils technologiques de la mondialisation. Tout à coup ce système rigide, fondé sur la propagande et l'étouffement de la liberté d'expression, a été totalement submergé par les armées du général Twitter ou du général Facebook. Ainsi ce ne sont pas ces outils qui ont provoqué la révolution, mais ils lui ont permis de se développer à une vitesse extraordinaire. Qui pouvait imaginer qu'en l'espace de trois semaines, un régime comme celui de Ben Ali ou de Moubarak tomberait ?

Ces outils de communication qui ont accéléré le phénomène, ont également façonné ces mouvements de révolte, et ont donné à ces révolutions arabes un profil très particulier ; ce sont des mouvements horizontaux, dans des sociétés où, en général, le pouvoir s'exerce à la verticale. Des mouvements horizontaux, c'est-à-dire que les héros de la révolution tunisienne, de la révolution égyptienne, de la révolution qui malheureusement devient guerre civile en Libye, ne sont pas des tribuns, ne sont pas des idéologues, mais des bloggeurs. C'est-à-dire des citoyens qui tout d'un coup ont trouvé le moyen technique de s'exprimer, de faire passer des messages, de faire circuler des mots d'ordre. Et je crois que c'est un élément qui a donné à ces révolutions un caractère très particulier.

Évidemment, il y a eu d'autres organisations dans l'histoire, Ghassan évoquait la révolution russe, mais il y avait un chef, il y avait un inspirateur, il y avait Lénine, il y avait un appareil politique. À la fin des années 80 en Europe, il y avait des organisations ; Solidarność en Pologne, de grandes voix comme Václav Havel. La situation était très différente dans le monde arabe. Si bien que c'est vraiment le

peuple, et les jeunes en particulier, qui ont créé le mouvement et se le sont totalement approprié.

La difficulté va être de construire sur cette horizontalité de la révolution, une nouvelle verticalité, légitime celle-là. Verticalité qui exige toujours l'exercice du pouvoir. Et voilà la phase délicate et passionnante dans laquelle, d'ailleurs, sont engagés les Égyptiens. Ils votent aujourd'hui, ils sont dans un processus rapide. Les Tunisiens, qui voteront au mois de juillet, sont dans un processus plus lent et plus mûri, puisqu'au mois de juillet ils éliront une assemblée constituante qui va travailler pendant plusieurs mois. L'on peut donc supposer que la Tunisie n'aura d'institutions définitives peut-être qu'à la fin de l'année 2011, sinon au début de l'année 2012. Alors qu'en principe les Égyptiens, si le référendum est approuvé, auront une nouvelle constitution à partir de demain.

La révolution, les révolutions ont toujours pour objectif de renverser les tyrannies, mais la révolution, ce n'est pas la démocratie. Elle peut en être le préalable, le préambule. Elle peut être la voie qui conduit à la démocratie, mais il arrive aussi que les révolutions s'égarerent. Ainsi la nécessité, pour nous qui sommes les voisins et les amis des peuples du sud et de l'orient méditerranéen, est d'accompagner et d'aider autant qu'il est besoin, en répondant aux demandes qui pourraient nous être adressées par ces peuples, devenus les acteurs de leur propre histoire et non plus les figurants de leur histoire.

Les révolutions résultent de processus totalement endogènes et il est évident que la démocratie en Tunisie ou en Égypte n'aura pas du tout le même goût que la démocratie, entre guillemets, en Irak qui l'a reçue comme une sorte de produit d'importation imposé par des armées étrangères. On voit d'ailleurs que, dans le vocabulaire, les choses sont en train de changer totalement. Il y avait des expressions courantes, presque des tics de langage, en particulier chez les journalistes qui parlaient « de la rue arabe » et « des masses arabes » et je dois dire que pour ma part, c'était des mots qui me déplaisaient.

« Des masses » comme une sorte de magma informel et « la rue », comme si les Arabes n'étaient bons qu'à défiler derrière des chefs, à répéter les mots d'ordre qu'avaient lancés les chefs et ensuite à rentrer sagement chez eux, à la fin de la manifestation dans la rue, conduite, canalisée en quelque sorte, par la rue servant d'exutoire.

Cette fois-ci, c'est sur les places que les événements se sont déroulés ; la place Tharir au Caire, la place de la Kasbah à Tunis, la place de la Perle à Manama. La différence est grande entre la rue et la place. La rue, on y défile en suivant des chefs. La place, on s'y retrouve, on y reste, on parle et on échange. C'est-à-dire que ces révolutions

présentent vraiment des caractéristiques qu'on n'avait jamais vues ailleurs, sur d'autres continents ou à d'autres époques.

Voilà un certain nombre de conclusions que j'ai pu retirer de mes visites, de mes déplacements, de dialogues que j'ai pu avoir avec différents acteurs de ces processus.

Ensuite des questions, beaucoup de questions ! Ces pas vont-ils réussir à ouvrir un espace pluraliste et démocratique entre l'autoritarisme dont ils se sont débarrassés et le fondamentalisme ? C'est tout le défi que doivent relever les Tunisiens, les Égyptiens et demain, sans doute, d'autres peuples.

Deuxième question : quelles orientations vont choisir les mouvements islamistes dans ces pays ? El Warda en Tunisie, les Frères Musulmans en Égypte ? Leurs leaders, leurs porte-paroles indiquent que leur référence, c'est l'AKP, c'est-à-dire le parti islamiste turc, qui est un parti qui se réclame de l'islamisme, mais qui s'inscrit dans un processus démocratique, et dit très clairement : le jour où l'on perd les élections, on rend le pouvoir. Et qui, par ailleurs ne réduit pas au silence, sauf quand il y a des tentatives de coup d'État comme cela a été malheureusement le cas avec des militaires il y a quelques années. Ce sont des pouvoirs qui laissent la parole à l'opposition.

Les partis islamistes qui vont maintenant jouer un rôle au grand jour dans les sociétés tunisienne et égyptienne, vont-ils choisir le modèle turc, ce qu'on peut espérer ardemment, plutôt que, on n'ose y croire, le modèle de type Taliban ? En Égypte, cela paraît absolument inconcevable d'imaginer le bombardement du Hamas à Gaza. Donc quel type d'islamisme vont choisir les partis islamistes qui désormais ont droit de cité ?

Troisième question : quelles conséquences sur la crise du Proche-Orient ?

Tous les observateurs ont noté, comme d'ailleurs chaque spectateur, que pour la première fois depuis une soixantaine d'années, il y avait dans des villes arabes de grandes manifestations mais qu'on ne voyait pas brûler de drapeau israélien. Je pense que ce serait une erreur totale d'en déduire que les opinions publiques arabes ont tourné la page et s'accommodent de la politique israélienne. Si l'on n'a pas vu de drapeau israélien brûler dans les rues, c'est, je crois, pour deux raisons.

Première raison, les Tunisiens, comme les Égyptiens et les Libyens, sont concentrés sur leur révolution, sur leur combat. Deuxième raison, ils sont conscients du fait que, pendant tant de décennies, on les a manipulés en leur disant : « Descendez dans la rue, brûlez le drapeau américain, brûlez le drapeau israélien et ensuite rentrez chez vous. Vous aurez évacué votre colère et tout continuera

comme avant. » Et je crois que, conscients d'avoir été ainsi instrumentalisés, ils n'ont pas mélangé les sujets, celui de l'avenir de leur propre pays et celui de la cause palestinienne et du conflit du Proche-Orient. Mais je suis convaincu qu'Israël se trouve aujourd'hui devant une équation politique infiniment plus complexe qu'à la fin de l'année dernière.

En Égypte, le gouvernement — je ne sais pas qui dirigera l'Égypte — mais en tout cas ceux qui dirigeront l'Égypte, agiront, beaucoup plus que ne le faisait Moubarak, sous le contrôle de l'opinion publique. Et l'on sait qu'il y a en Égypte, comme dans d'autres pays, mais en Égypte en particulier, une immense frustration. D'autant plus qu'il existe chez beaucoup le sentiment d'une culpabilité d'avoir signé une paix séparée, et par conséquent la volonté de s'impliquer fortement dans un processus au cours duquel Moubarak, Omar Soleman n'ont pas manifesté un volontarisme spectaculaire. Donc une opinion publique égyptienne qui sera beaucoup plus exigeante. Par ailleurs, les Frères Musulmans joueront un rôle sur la scène politique, ce qui donnera de l'oxygène au Hamas à Gaza.

Le Hamas à Gaza est pris dans une prison à ciel ouvert comme on l'a dit souvent. D'un côté la mer, sur deux côtés Israël et sur le quatrième côté l'Égypte qui avait fermé les frontières. Y compris fin 2008, début 2009 quand Gaza était écrasé sous les bombes, les Gazauits ne pouvaient pas sortir pour se réfugier en Égypte parce la frontière était fermée.

Évidemment tout cela va changer. La situation change également au nord pour Israël, avec le rôle majeur que joue depuis deux mois le Hesbollah au Liban. Le Liban fait comme le monde arabe, mais en général à contre temps. Donc, au moment où il se passe beaucoup de choses dans le monde arabe, le Liban apparaît comme extraordinairement calme. Néanmoins il s'est passé quelque chose de très important, les Libanais qui sont ici le savent, c'est que le Hezbollah qui contrôlait militairement la situation sur le terrain, la contrôle maintenant également au Parlement, puisque la majorité s'est organisée de telle sorte que le Hesbollah en est devenu le pivot.

A l'est d'Israël, il y a la Jordanie qui est dans une période d'instabilité, je ne sais pas sur quoi elle débouchera, mais en tout cas elle est en situation fragilisée. Et chez les Palestiniens, sous l'impulsion de Salam Fayyad, il y a la volonté de se re-légitimer par des élections. Il n'y avait plus d'élections, et Marboud Habas d'un côté, le Hamas de l'autre s'en accommodaient finalement assez bien. Salam Fayyad, à la suite de ce qui s'est passé dans les pays arabes, a dit « Nous ne pouvons plus continuer comme ça », il va donc y avoir des élections

dans les territoires, et peut-être à Gaza, puisqu'à l'heure actuelle des contacts directs sont sur le point de se nouer et un dialogue de s'établir entre le Hamas et l'autorité palestinienne.

Question encore, l'Union Pour la Méditerranée — je serai bref, Jacques Huntzinger en a longuement et brillamment parlé tout à l'heure — elle me paraît plus nécessaire que jamais.

Très souvent, on lit dans la presse l'acte de décès de l'Union Pour la Méditerranée. C'est faux. L'Union Pour la Méditerranée continue de fonctionner. L'étage politique qui a été ajouté en 2008, au moment de la réunion à Paris de l'ensemble des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne et des pays riverains, cet étage politique est en panne ; pas simplement à cause de ce qui se passe en Égypte ou en Tunisie, il est en panne depuis le bombardement de Gaza et l'arrivée au pouvoir du gouvernement Netanyahu-Lieberman. La vraie panne de l'Union Pour la Méditerranée, elle est là.

Parce je ne vois pas pourquoi le fait que des dirigeants démocratiquement élus arrivent au pouvoir en Égypte ou en Tunisie, serait un obstacle pour l'UPM. Elle fonctionne, elle fonctionne d'ailleurs sur la base de la vitesse acquise par Euromed créé en 1995. Chaque année, un milliard et demi d'euros sont distribués par l'Union Européenne aux pays du Sud, dans le cadre des politiques de voisinage. un milliard et demi par an !

Plus un milliard et demi à deux milliards de prêts annuels de la part de la Banque Européenne d'Investissement. Donc l'étage économique et financier fonctionne également. L'étage culturel fonctionne avec la Fondation Anna Lindh qui va être honorée tout à l'heure et qui remplit effectivement une mission essentielle. L'étage parlementaire fonctionne, c'est un étage politique, sauf que personne ne le sait. J'étais la semaine dernière à Rome, en tant que député européen, membre du parlement Euromed. Il y avait une réunion dans l'hémicycle du Parlement italien à Rome, une réunion où se trouvaient des députés de tous les pays de l'Union européenne, des députés du Maghreb, la Libye mise à part puisqu'elle n'a jamais voulu participer à ce processus ; il y avait des députés israéliens, il y avait des Turcs, il y avait des Palestiniens, tous élus par leurs concitoyens et cela est bien une expression politique de l'Union Pour la Méditerranée. La réunion a duré trois jours et a produit des textes dans tous les domaines : sur le plan politique, sur le plan du développement économique, sur le plan de la coopération, textes qui ont été adoptés par l'ensemble des élus du bassin méditerranéen et de l'Union européenne. Donc je suis convaincu de la nécessité absolue de relancer le processus Union Pour la Méditerranée qui n'est pas mort, mais qui a besoin d'un peu de volontarisme.

Dernière question, la Libye. Tout se passe en ce moment et tout évolue d'heure en heure. Je voulais vous dire qu'à titre personnel, j'ai été fier que la France prenne une initiative forte. Elle a pris des risques dans un premier temps. Relisons la presse des dix derniers jours. L'Union européenne ne suivait pas. Le G8 ne suivait pas. Mais le Conseil de Sécurité a suivi. On a beaucoup reproché à la France d'être timide, timorée, embarrassée, face à ce qui se passait en Tunisie et en Égypte. C'est peut-être vrai. Il est vrai également que la nature du régime libyen n'est pas comparable à celle du régime tunisien ou du régime égyptien. Il n'est qu'à comparer d'ailleurs la façon dont les dirigeants, confrontés à l'hostilité de leur population, se sont comportés. Certains sont partis, et il y en a un qui s'est enfermé dans son bunker et lance son armée sur la population.

Je pense que le Conseil de Sécurité des Nations Unies a pris une décision juste, je pense que c'est un message important envoyé à l'ensemble du monde arabe, je regrette que l'Allemagne se soit abstenue, mais là est la difficulté de la mise en œuvre d'une vraie politique commune étrangère en Europe. Je crois que, s'il y a un domaine où les États conserveront longtemps encore l'exercice de leur souveraineté, c'est celui de la politique étrangère.

Mais tout cela, la décision du Conseil de Sécurité et la mise en place du dispositif qui se discute aujourd'hui, aurait été impossible sans l'appui et la participation de la Ligue arabe. La réunion de la Ligue arabe samedi a créé les conditions qui ont permis l'adoption de résolution par le Conseil de Sécurité.

Deux mots sur cette décision de la Ligue arabe qui a demandé, vous vous le rappelez, l'exclusion aérienne au-dessus de la Libye, et a donc préparé le terrain. Cette décision, je crois, est due dans une large mesure à l'énergie et au charisme personnel de son secrétaire général, Abou Moussa qui avait fait ce choix, et qui l'avait d'ailleurs dit à Alain Juppé quand Alain Juppé était passé au Caire quelques jours plus tôt : « Je proposerai à la Ligue arabe d'appuyer une solution d'exclusion aérienne. »

La décision a été prise de justesse, il y a eu deux abstentions, la Syrie et l'Algérie. Et non sans paradoxe parce que, parmi les membres de la Ligue arabe, ceux qui ont les premiers demandé une zone d'exclusion aérienne autour de la Libye et la mobilisation de moyens pour chasser Khadafi, c'est ce que l'on appelle le GCC, le Conseil de Coopération des États arabes du Golfe. Ils ont été les premiers à dire à leurs collègues de la Ligue arabe : On ne peut pas supporter de voir Kadhafi massacrer son peuple. Or au même moment, l'Arabie Saoudite envoyait un millier d'hommes et des blindés à Bahreïn. Non seulement l'Arabie saoudite mais également les Émirats Arabes Unis

dans le cadre d'un accord de sécurité conclu entre les monarchies du Golfe qui sont membres de ce GCC, c'est-à-dire le Koweït, Bahreïn, le Qatar, l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis et le sultanat d'Oman.

Ainsi, il peut y avoir des attitudes un peu schizo-phréniques dans ce type de situation. Et quelle sera la position de la communauté internationale face aux monarchies du Golfe ? Vont-elles être capables d'engager des processus de réforme de nature à faire baisser la tension ? Est-ce que ce qui se passe à Bahreïn ne se reproduira pas ailleurs parce que la clé d'explication, pour le moment c'est chiite-sunnite ? Ou bien est-ce qu'au contraire le phénomène fera tache d'huile ? C'est l'une des nombreuses questions qui se posent devant nous.

Je conclus sur l'IMA, en quelques mots. Évidemment l'Institut du Monde Arabe doit accompagner, écouter, respecter ce qui se passe dans le monde arabe. Ni ingérence, ni indifférence, mais sympathie et respect. Et pas simplement des mots, des actes concrets. Hier j'ai rencontré le nouveau ministre tunisien de la culture, et nous avons convenu d'organiser à l'IMA une grande exposition sur les artistes, les créateurs tunisiens et la révolution. Les phases révolutionnaires sont toujours extrêmement fécondes sur le plan de la création artistique. De nouveaux talents apparaissent, de nouvelles formes d'expression. Nous allons donc présenter à l'Institut du Monde Arabe le travail des créateurs tunisiens inspirés par le mouvement révolutionnaire. Nous ferons ensuite de même bien sûr pour l'Égypte.

Voilà notre façon à nous de suivre, de contribuer, de participer, encore une fois sans ingérence, mais avec sympathie et respect.

Dominique BAUDIS

Président de l'Institut du Monde Arabe